



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 3 septembre 2026

Selon le ministère de l'Economie, le Mexique a reçu un montant record de 35 Md USD d'investissements directs étrangers (IDE) au S1 2026, en hausse de +2,1 % (en g.a.). Les nouveaux investissements poursuivent néanmoins leur baisse et ne représentent plus que 7,8% des flux.

LE CHIFFRE A RETENIR

35 Md USD

Le record d'IDE reçus par le Mexique au S1 2026 représentant une hausse de +2,1% en g.a.

Dans le détail et en glissement annuel, les bénéfices réinvestis ont représenté l'essentiel des IDE reçus sur la période (31 Md USD, soit 88,5 % du total), en hausse de +7,1 %. À l'inverse, les nouveaux investissements (2,7 Md USD représentant 7,8% des flux) ont diminué de -13,4 %.

Les États-Unis restent le premier pays d'origine des IDE, avec 48,2 % du total (16,9 Md USD, +14,7 %), devant l'Espagne (14,2 %), le Canada (5,0 %), l'Australie (4,9 %) et l'Allemagne (4,7 %). La France est le 10e pays (1,8%).

Enfin, l'industrie manufacturière est restée le premier secteur bénéficiaire, avec 38,6 % des IDE (13,5 Md USD, +9,3 %), portée notamment par les investissements dans les équipements informatiques, de communication et les composants électroniques (1,2 Md USD, +187,5%).

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Les prévisions de croissance pour 2026 ont été revues à la hausse par le consensus du secteur privé, et s'élèvent de +1,2 % à +1,3 %, selon l'enquête mensuelle d'août de la Banque du Mexique (Banxico), qui recueille le consensus de 41 groupes d'analyse nationaux et étrangers. La prévision pour 2027 se maintient à +1,8 %. Cette stabilité traduit la prudence des acteurs face aux incertitudes internationales, en particulier les négociations en cours sur l'accord de libre-échange États-Unis–Mexique–Canada (T-MEC). Cet attentisme est illustré par le fait que 49 % des répondants jugent la conjoncture actuelle défavorable à l'investissement. Les résultats du T2 2026 ont pour leur part été légèrement révisés à la baisse par l'INEGI le 24 août, à +1,4 % g.t. (contre +1,5 % en estimation opportune) et +1,9 % g.a. (contre +2,1 %). Cette statistique marque un net rebond de l'activité, après un premier trimestre en contraction de - 0,3 % (- 0,6 % initialement).

Les échanges extérieurs du Mexique atteignent des niveaux record en juillet, la balance commerciale repasse en léger déficit, à 0,8 Md USD. En glissement annuel, les exportations progressent en juillet de +43,7 %, à 81,4 Md USD, moins vite que les importations (+45%), à 82,3 Md USD. Sur les sept premiers mois de l'année, le Mexique conserve toutefois un excédent de 9,3 Md USD, contre 1,2 Md USD sur la même période en 2025. En l'espèce, la hausse des exportations est principalement portée par les manufactures hors automobile (+64,9 %). Les équipements électriques et électroniques progressent de +134 %, soutenus par la demande américaine liée aux centres de données et à l'intelligence artificielle. Les exportations non pétrolières vers les États-Unis augmentent de +49,8 %, contre +21 % vers le reste du monde. Les exportations automobiles ne progressent en revanche que de +2,4 %. S'agissant des importations, les achats de biens intermédiaires augmentent de +56,3 %. Cette hausse accompagne le dynamisme manufacturier, mais souligne aussi le recours important aux intrants importés. Ce profil illustre la forte intégration du Mexique aux chaînes de valeur nord-américaines, dans un contexte de révision du traité États-Unis-Canada-Mexique (T-MEC), où les règles d'origine et le contenu régional figurent parmi les principaux enjeux.

Les envois de fonds (remesas) vers le Mexique ont progressé de +3 % g.a. en juillet 2026 à 5,6 Md USD, mais leur pouvoir d'achat a continué de diminuer sous l'effet de l'appréciation du peso et de l'inflation. Selon la Banque Centrale du Mexique (Banxico), il s'agit du sixième mois consécutif de hausse annuelle. Sur les sept

premiers mois de l'année, les envois atteignent 36,3 Md USD (+3,1 % g.a.), un niveau qui se rapproche du montant particulièrement élevé de l'année 2024 (37 Md USD). La progression de juillet repose principalement sur la hausse du montant moyen par envoi (+3 %, à 426 USD), tandis que le nombre de transactions est resté stable. Selon les économistes de BBVA cette augmentation est en partie soutenue par la hausse du nombre de travailleurs hispaniques en emploi aux États-Unis : 33,5 millions de personnes s'identifiant comme hispaniques ou latino-américaines y occupaient un emploi en juillet. Depuis 2022, la progression de l'emploi américain a par ailleurs été largement portée par cette population. En termes réels, les *remesas* ont toutefois reculé d'environ -7 %, sous l'effet de l'appréciation du peso et de l'inflation. Leur pouvoir d'achat diminue ainsi depuis 14 mois consécutifs. En parallèle, la bancarisation des *remesas* s'accélère : au S1 2026, 53,3 % des transferts électroniques ont été versés directement sur un compte bancaire au Mexique, contre 18,8 % en 2020. Selon le Centre d'études monétaires latino-américaines (CEMLA), cette évolution favorise l'inclusion financière.

Le crédit octroyé par les banques commerciales au secteur privé a progressé de +3,3 % en g.a. en juillet 2026, porté par le crédit automobile. Selon les Agrégats monétaires et activité financière publiés par la Banque du Mexique (Banxico), l'encours dépasse désormais 7 520 Md MXN (430,7 Md USD¹), en hausse de 457 Md MXN (26,2 Md USD) sur un an. Le crédit aux ménages reste le plus dynamique. En glissement annuel, le portefeuille de consommation progresse de +7,1 % (après +7,6 % en juin), porté par le financement de biens de consommation durables (+10,3 %), dont la principale composante, le crédit automobile, augmente de +11,1 %. Le crédit au logement progresse quant à lui de +1,7 % (après +1,5 % en juin). Le crédit aux entreprises et aux personnes physiques exerçant une activité entrepreneuriale ne croît que de +1,3 %, après +1,4 % en juin. La ventilation sectorielle fait apparaître un léger décrochage industriel : l'industrie recule de -6,0 %, tandis que la construction (+3,7 %) et le commerce (+2,1 %) restent en territoire positif. Les contractions du crédit les plus marquées concernent les mines (-35,6 %), la fabrication de produits à base de minéraux non métalliques (-25,1 %) et l'électricité, l'eau et le gaz (-24,3 %). Le crédit au secteur privé représente désormais 39,0 % du PIB, selon le président de l'Association des banques du Mexique (ABM), qui vise 45 % à l'horizon 2030.

Sectoriel

Malgré les niveaux records du marché automobile intérieur, la structure productive se recomposerait au bénéfice de nouveaux secteurs. Pour la première fois, les ventes de véhicules automobiles légers au Mexique ont franchi le seuil du million d'unités

¹ Les montants en MXN ont été convertis en USD au taux moyen de juillet 2026 ([Investing](#)), soit 1 USD = 17,4590 MXN.

dès la fin du mois d'août. Sur les huit premiers mois de l'année, 1 014 832 véhicules ont été vendus, en hausse de 4,7 % en g.a. Six marques concentrent 63,6 % des ventes intérieures : Nissan, General Motors et Volkswagen occupent les trois premières places, devant Toyota, KIA et Mazda. Les constructeurs chinois ont gagné d'importantes parts de marché et représentent désormais 11,4 % des véhicules vendus. Au-delà de la demande intérieure, le tissu productif du secteur semble se recomposer sous l'effet des droits de douane de 25 % appliqués par les États-Unis, première destination des exportations automobiles mexicaines. Entre janvier et juillet, celles-ci se sont établies à 1 950 779 véhicules, en repli de 0,3 % par rapport à la même période de 2025. L'emploi suit la même orientation : le nombre de personnes employées dans la fabrication d'équipements de transport a diminué de 3,5 % en g.a. en juin. À l'inverse, la demande croissante des États-Unis pour les équipements informatiques et électroniques ainsi que pour d'autres composants commence à se traduire par une progression de l'emploi dans ces branches (+3,8 % en g.a.) et du nombre d'heures travaillées (+5,3 %). Entre janvier et avril, les exportations mexicaines de machines destinées au traitement des données ont pour leur part progressé de 68,2 %.

Les investissements adossés au Plan México, la stratégie de politique industrielle du gouvernement mexicain, atteignent 987,5 M USD. Ce montant correspond aux 148 projets d'investissement en biens neufs d'actif immobilisé (sur 173 examinés entre septembre 2025 et juin 2026) ayant reçu un avis favorable au titre du dispositif d'incitations fiscales du Plan. Annoncé en janvier 2025, celui-ci vise à développer la production nationale et à réduire la dépendance du pays vis-à-vis de fournisseurs étrangers dans les secteurs clés, avec pour horizon l'entrée du Mexique dans les dix premières économies mondiales d'ici 2030. Les projets retenus relèvent principalement de l'agro-industrie, de l'automobile, des biens de consommation, de la construction, de la pharmacie, de la chimie, du plastique et du carton, de la logistique, de la métallurgie-mécanique, des mines et des transports. Le commerce extérieur, autre axe central du Plan, affiche des exportations en hausse de 24,6 % de janvier à juin 2026 en glissement annuel. Les entrées d'IDE ont pour leur part progressé de 10,4 % au T1 2026. La réussite de ce plan dépendra également du niveau de la reprise de la croissance en 2026, après +0,5 % en 2025.

Finances publiques

Au premier semestre 2026, le déficit budgétaire de 579 Md MXN (33,2 Md USD) est inférieur aux prévisions grâce à de moindres dépenses. Celui-ci est en effet inférieur de -38 % aux cibles établies par le gouvernement dans le budget 2026. Ce résultat tient moins aux recettes, inférieures de 141 Md MXN (8,1 Md USD, -3,2 %) à la cible,

qu'à une sous-exécution des dépenses, en fort retrait de 499 Md MXN (28,6 Md USD, -9,3 % par rapport à la cible). Cette tendance s'est poursuivie en juillet : les recettes publiques mexicaines accusent de même un retard de 170 Md MXN (9,7 Md USD) sur les prévisions, un chiffre inférieur à la sous-exécution des dépenses, qui atteint 439 Md MXN (25,1 Md USD). Pour rappel, le déficit public a clôturé l'année 2025 à 4,3 % du PIB et la dette publique à 52,6 % du PIB, un niveau historique. Avec ces chiffres, le gouvernement a confirmé ses cibles budgétaires pour 2026 : dette à 54,2 % du PIB et déficit à -4,1 % du PIB malgré une prévision optimiste de croissance (entre +1,8 % et +2,8 %). La présidente Claudia Sheinbaum a réaffirmé l'engagement de son gouvernement à maintenir la discipline budgétaire en 2027 avant la présentation du budget 2027 qui aura lieu le 8 septembre prochain.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	02/09/2026
Bourse (IPC)	-1,44%	9,70%	64 884,28 points
Change MXN/USD	0,06%	-9,75%	16,97
Change MXN/EUR	-0,46%	-9,93%	19,67
Prix du baril mexicain	16,87%	42,24%	90,68

Amérique centrale

Belize

Les recettes d'exportation de sucre du Belize ont diminué de plus de 18 M USD sur un an, selon les dernières données de l'Institut statistique du Belize. Cette baisse intervient alors que la production de canne à sucre atteint son plus bas niveau depuis 35 ans, sous l'effet notamment des infestations, des pénuries de main-d'œuvre et de la hausse des coûts de production. Les exportations d'agrumes ont également reculé de 2,4 M USD, alimentant les inquiétudes sur la situation des filières agricoles traditionnelles du pays.

Costa Rica

La Banque centrale du Costa Rica (BCCR) a engagé une réflexion concernant sa cible d'inflation après près de 40 mois d'inflation inférieure à celle-ci (actuellement 3 % $\pm$ 1 pp). En juillet dernier, l'inflation s'établissait encore à - 0,28 % g.a. selon l'Institut national des statistiques (INEC). Dans son rapport trimestriel de politique monétaire, la BCCR a de nouveau révisé à la baisse ses prévisions, mais estime toutefois que l'inflation devrait remonter au-dessus de 2 % entre le T3 2026 et le T2 2028, bien qu'en deçà de sa cible centrale de 3 %. Plusieurs économistes soulignent que le maintien de l'inflation sous la fourchette cible, alors que la BCCR avait à plusieurs reprises anticipé un retour vers celle-ci, pouvait à terme fragiliser la crédibilité de ses prévisions et de son cadre de politique monétaire.

Le gouvernement du Costa Rica a annoncé plus de 70 M USD d'investissements dans plusieurs aéroports afin de renforcer le tourisme et les capacités logistiques du pays. La présidente Laura Fernandez a annoncé un investissement de 30 M USD à l'aéroport Tobías Bolaños de San José pour rénover son terminal et prolonger sa piste, avec l'objectif d'y transférer certains vols domestiques pour libérer de la capacité à l'aéroport de Juan Santamaria de San José. L'aéroport de Limón devrait bénéficier quant à lui de 40 M USD pour l'extension de sa piste et la construction d'un nouveau terminal passagers. Concernant l'aéroport de Liberia, la présidente a également remis en avant son développement à plus long terme dans le cadre du nouveau plan directeur de l'aéroport et de la préparation de sa future concession.

L'entreprise publique du Costa Rica chargée de l'électricité (ICE) et la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) ont signé fin août un accord de financement de 485 M USD pour renforcer la sécurité énergétique du pays. Ce

financement, qui s'inscrit dans le cadre du Programme de sécurité énergétique durable (SENSOS), permettra notamment la construction du projet Moin IV, une nouvelle centrale d'une capacité de 200 MW, dont la mise en service est prévue pour 2030, ainsi que le développement du projet hydroélectrique Rio Piedras. Le projet Moin IV devrait générer 1 500 emplois directs dans la province de Limón pendant la phase de construction et bénéficiera aux plus de 2 millions d'utilisateurs du réseau électrique national.

El Salvador

Une mission du FMI est en cours cette semaine au Salvador, alors que la mise en œuvre du programme d'ajustement budgétaire conclu avec le pays accuse du retard. Le programme prévoit un ajustement fiscal de 3,5 % du PIB sur trois ans et pourrait permettre au Salvador d'accéder à 1,4 Md USD de financement du FMI, ainsi qu'à des prêts supplémentaires des banques multilatérales. Deux revues du programme restent toutefois en attente, notamment en raison de retards dans les réformes des retraites et de la fonction publique.

Guatemala

La Banque du Guatemala prévoit une croissance économique de +4,1 % en 2026, tandis que l'inflation s'établissait à +2,70 % en juillet. Ces perspectives ont été présentées lors de la quatrième réunion annuelle du Gabeco, instance interministérielle de coordination économique, présidée par la vice-présidente Karin Herrera. Le Gabeco a également fait état de 54 687 nouvelles incorporations à des emplois formels couverts par l'IGSS et de 64 625 personnes accompagnées dans le renforcement de leur employabilité.

Le ministère des Finances guatémaltèque présentera au Congrès un projet de budget 2027 d'environ 190 Md GTQ (≈25 Md USD), soit une hausse de 12,5 % par rapport au budget 2026. Le montant, supérieur au plafond préliminaire de 181 Md GTQ (≈23,7 Md USD) présenté en juin, intervient dans un contexte de cycle électoral, les élections générales étant prévues à la mi-2027. Le secteur privé appelle à un examen approfondi du projet, notamment au regard du recours accru à la dette et des difficultés persistantes d'exécution budgétaire. Les dépenses d'infrastructure devraient notamment figurer parmi les priorités du gouvernement.

Le Congrès guatémaltèque a adopté le 5 août une nouvelle loi générale sur le système portuaire, créant une Autorité portuaire nationale (APN) chargée de réguler, planifier et superviser le secteur. La réforme vise à moderniser les

infrastructures portuaires et prévoit la possibilité de recourir à des investissements publics, privés et mixtes, notamment via des contrats d'administration portuaire et des partenariats public-privé. L'APN sera également chargée de promouvoir l'investissement national et étranger et d'élaborer un plan national de développement portuaire. La mise en œuvre de la réforme, notamment la création effective de l'APN et l'élaboration de ses règlements, pourrait toutefois prendre au moins deux ans.

Le prix spot de l'électricité au Guatemala a augmenté de 58,6 % sur un an, atteignant 133,97 USD/MWh en juillet 2026 contre 84,45 USD/MWh un an plus tôt. Cette hausse s'explique par la faible disponibilité de l'hydroélectricité et le recours accru aux centrales thermiques. Elle affecte notamment les entreprises s'approvisionnant sur le marché spot et pourrait peser sur les tarifs et la compétitivité des entreprises guatémaltèques.

Honduras

L'économie hondurienne a progressé de 3,9 % au premier semestre 2026, portée par la consommation intérieure, le crédit et les services. L'intermédiation financière (+12,1 %), le transport (+7,3 %), le commerce (+7,1 %) et l'agriculture (+6,7 %) ont enregistré les plus fortes croissances, tandis que l'industrie manufacturière s'est légèrement contractée (-0,2 %). L'inflation s'établissait toutefois à 5,58 % en juillet, notamment sous l'effet des perturbations de l'offre agricole liées aux conditions climatiques, constituant un risque pour la poursuite de la croissance.

Le Congrès hondurien a approuvé une réforme de l'entreprise publique d'électricité, l'ENEE, qui accumule des pertes de 1,9 M USD par jour. La réforme vise à restructurer l'entreprise en séparant ses activités de production, de transmission et de distribution, tout en maintenant leur propriété publique. Elle prévoit également une réforme tarifaire et le recours obligatoire à des appels d'offres pour l'achat d'électricité auprès de producteurs privés. L'extension du réseau de transmission constitue une priorité, alors que certaines régions connaissent jusqu'à huit heures de coupures quotidiennes.

Nicaragua

Plusieurs secteurs de l'économie nicaraguayenne enregistrent des contractions lors du 1^{er} semestre 2026, notamment l'industrie manufacturière (-4,8 %) et la pêche et l'aquaculture (-12,2 %). L'agriculture a également reculé de -2,5 %, tandis que la construction (+13,8 %), l'élevage (+7,3 %) et l'hôtellerie-restauration (+9,7 %)

affichent une progression. Malgré ces performances contrastées, la Banque centrale maintient sa prévision de croissance entre +3,5 % et +4,5 % pour 2026.

Panama

L'Autorité du Canal de Panama (ACP) a réintroduit des restrictions de trafic en raison de la baisse des réserves d'eau douce alimentant le canal. A partir du 3 septembre, la capacité quotidienne est réduite de 36 à 34 transits, et sera de nouveau abaissée à 32 à compter du 15 septembre. L'ACP a également réduit le tirant d'eau maximal autorisé pour grands navires empruntant les nouvelles écluses et appliquera de nouvelles restrictions si les conditions hydrologiques se dégradent en cas de renforcement du phénomène *El Niño*. Pour rappel, lors de la crise hydrique de 2023, le nombre de passages avait été réduit jusqu'à 22 navires par jour.

Les réclamations liées aux arbitrages internationaux visant le Panama atteindraient 33 Md USD, soit l'équivalent de 94 % du budget de l'Etat en 2026. Bien qu'il ne s'agisse que des prétentions et non des sommes dues par le Panama, ces réclamations font peser un risque budgétaire sur le pays. Parmi les principaux contentieux : 3,5 Md USD sont réclamés par CK Hutchison et sa filiale PPC à la suite de la perte des concessions portuaires de Balboa et Cristobal, auxquels s'ajoutent 27 Md USD de procédures suspendues liées au contentieux sur la mine de cuivre (contrat avec le groupe First Quantum annulé par la Cour suprême en 2023). Le ministère de l'Economie et des Finances (MEF) aurait demandé 7,8 M USD pour financer en 2026 la défense juridique de l'Etat dans ces arbitrages.

Le Japon pourrait contribuer au financement du train Panama-David et du projet de réhabilitation de la décharge de Cerro Patacon. Lors de la visite du ministre japonais des Affaires étrangères Toshimitsu Motegi au Panama en août dernier, les deux parties ont évoqué la possible signature d'un accord bilatéral sur Cerro Patacon pour accélérer le financement et l'exécution du projet. Les discussions ont également porté sur les futures concessions portuaires, les projets de l'ACP (gazoduc et nouveaux terminaux portuaires) ainsi que sur le développement logistique de Puerto Armuelles. Pour rappel, le Japon participe déjà au financement de la L3 du métro de Panama et du tunnel sous le Canal.

Caraïbes

Barbade

La Banque centrale de la Barbade révisé à la baisse sa prévision de croissance, désormais estimée à +2 % pour 2026 (contre une fourchette initiale entre +2 et +3 %). Après une croissance de seulement +1,4 % au S1 (secteurs du tourisme, de la construction et des transports moins dynamiques que prévu), le S2 devrait bénéficier d'un rebond du tourisme (+3,7 % g.a. de réservations touristiques pour juillet-décembre 2026) et d'une reprise de l'investissement (projets immobiliers et d'infrastructures). L'inflation devrait rester contenue entre 2 et 3 % à court terme.

Cuba

Cuba poursuit l'ouverture ciblée de son économie aux acteurs privés et étrangers face à une crise énergétique et économique persistante. Lors de la session de juillet 2026 de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire (ANPP), le gouvernement a annoncé plusieurs mesures concernant l'énergie, le tourisme, l'agriculture et l'investissement étranger. Le tourisme reste particulièrement affecté par les pénuries de carburant et le renforcement des sanctions américaines. Selon le Premier ministre Manuel Marrero, 73 % des établissements hôteliers sont actuellement fermés et environ 25 000 salariés placés en disponibilité. Sept chaînes hôtelières internationales ont par ailleurs cessé leurs activités à Cuba, représentant 46 % des chambres exploitées en partenariat avec des chaînes étrangères. La crise énergétique demeure l'un des principaux défis du pays, les coupures d'électricité prolongées pesant fortement sur l'activité économique. Les autorités ont assoupli les conditions d'importation et de commercialisation des combustibles par les entreprises étrangères et introduit de nouveaux avantages fiscaux pour les investissements dans les énergies renouvelables. Cuba disposerait désormais de 1 464 MW de capacités renouvelables installées, soit 13,8 % de la production électrique. Dans l'agriculture, le gouvernement prévoit d'assouplir la gestion des terres, d'actualiser le fonctionnement des coopératives et d'introduire de nouvelles incitations à la production. Plusieurs ouvertures au secteur privé et aux capitaux étrangers ont également été annoncées : première entreprise mixte associant une société étrangère à une MIPYME privée cubaine, premier investissement étranger dans l'importation et la distribution de carburants, 13 entreprises étrangères autorisées à recruter directement de la main-d'œuvre cubaine et plus d'une centaine d'acteurs non étatiques habilités à importer des combustibles. Enfin, les

autorités ont annoncé que le déficit budgétaire 2025 s'était établi à 67,6 Md de CUP, soit 5,4 % du PIB et 21 Md de moins que prévu.

Haïti

Le Congrès des États-Unis vote le renouvellement des lois HOPE/HELP pour une période de deux ans. Ces lois prévoient des avantages tarifaires pour les exportations haïtiennes, notamment dans les secteurs du textile et de l'habillement, en leur permettant d'accéder au marché américain sans droits de douanes. Le renouvellement de ces mécanismes constitue un levier essentiel pour préserver les emplois, soutenir les exportations haïtiennes, stimuler l'investissement et renforcer le secteur industriel. Le secteur du textile représenterait environ 85% des exportations nationales, soutenant ainsi des milliers d'emplois formels dans un pays particulièrement touché par l'informalité. En 2024, les exportations principales d'Haïti étaient les t-shirts (339 M USD), les pulls (119 M USD), les costumes (85 M USD) et les huiles essentielles (47 M USD). Les clients principaux étaient les États-Unis (637 M USD), le Canada (37,2 M USD), le Mexique (21,2 M USD), la France (20,8 M USD) et la République dominicaine (14,5 M USD). Selon Joshua Walker, directeur des affaires internationales à la Chambre de commerce des États-Unis, les programmes HOPE/HELP ont renforcé les échanges commerciaux d'Haïti avec les États-Unis et soutenu les objectifs de *nearshoring* au bénéfice des travailleurs américains.

Jamaïque

L'inflation annuelle s'est établie à 7,5 % en juillet dernier (-0,8 pp par rapport à juin), dépassant pour le deuxième mois consécutif la cible des 5 % $\pm$ 1 pp. La hausse s'explique par l'augmentation des transports collectifs, ainsi que par la transmission de la hausse des prix internationaux des matières premières aux tarifs de l'électricité. A cela s'ajoutent des pressions sur les prix alimentaires agricoles liées à la sécheresse que traverse la Jamaïque. La Bank of Jamaica (BoJ) a donc maintenu son taux directeur à 5,5 % et prévoit pour le T3 2026 une inflation encore supérieure à la cible. La BoJ anticipe une croissance entre 1 et 3 % pour l'exercice 2026/27, avec des risques baissiers en raison de la hausse du coût des intrants importés, des effets des tensions géopolitiques sur le tourisme, ainsi que du risque d'une reconstruction post-ouragan Melissa plus lente que prévu.

République Dominicaine

La République dominicaine cherche à négocier avec les États-Unis un accord tarifaire pour préserver ses conditions d'accès au marché américain et la compétitivité de ses exportations. Alors que les exportations dominicaines sont désormais soumises à des droits de douanes supplémentaires de 12,5 %, le président Luis Abinader a confirmé que le gouvernement travaille activement à la conclusion d'un accord réciproque avec Washington avec l'objectif d'obtenir les meilleures conditions possibles pour le pays. Au-delà de l'enjeu de réduction des droits de douane, les acteurs économiques appellent à garantir un cadre commercial stable et prévisible, notamment face à la concurrence du Mexique et des pays d'Amérique centrale. Sécuriser dans la durée l'accès des exportations dominicaines au marché américain est crucial notamment pour les zones franches. Les exportations en zones franches, ont atteint 5,2 Md USD entre janvier et juillet 2026 portant leur participation à 57% du total des exportations (9,2 Md USD) pour cette période. Le président dominicain se veut rassurant et affirme que les incitations accordées aux zones franches seraient maintenues. Les autorités travaillent à faciliter davantage les investissements, notamment en réduisant les délais administratifs et en renforçant les infrastructures destinées aux zones productives. L'enjeu pour la République dominicaine est donc double : obtenir de Washington un cadre tarifaire suffisamment favorable pour préserver la compétitivité des exportations, tout en accélérant la montée en gamme de son appareil productif.

Les exportations dominicaines ont atteint environ 9,3 Md USD entre janvier et juillet 2026, en hausse de +12,5 % sur un an, soit 1 Md USD supplémentaires par rapport à la même période l'année dernière. Il s'agit du niveau le plus élevé jamais enregistré sur les sept premiers mois d'une année. Cette dynamique repose notamment sur la progression des exportations d'or brut, qui ont généré +667,7 M USD supplémentaires sur la période, ainsi que du tabac (+105,4 M USD) et des articles et appareils d'orthopédie (+86 M USD). Le secteur des dispositifs médicaux confirme par ailleurs son poids croissant dans les exportations dominicaines, avec plus de 1,4 Md USD d'exportations, soit environ 15,5 % du total. Les zones franches demeurent le principal régime d'exportation, avec 5,2 Md USD, 56,6 % du total, soit +3,9 %. Le régime national ne démerite pas pour autant et affiche une progression soutenue avec 3,84 Md USD (+27,9%). Les États Unis restent le principal marché de destination. Au total 3 408 entreprises dominicaines ont exporté vers 162 marchés, confirmant la poursuite de l'internationalisation et de la diversification de l'offre exploitable dominicaine.

Saint-Vincent-et-les-Grenadines

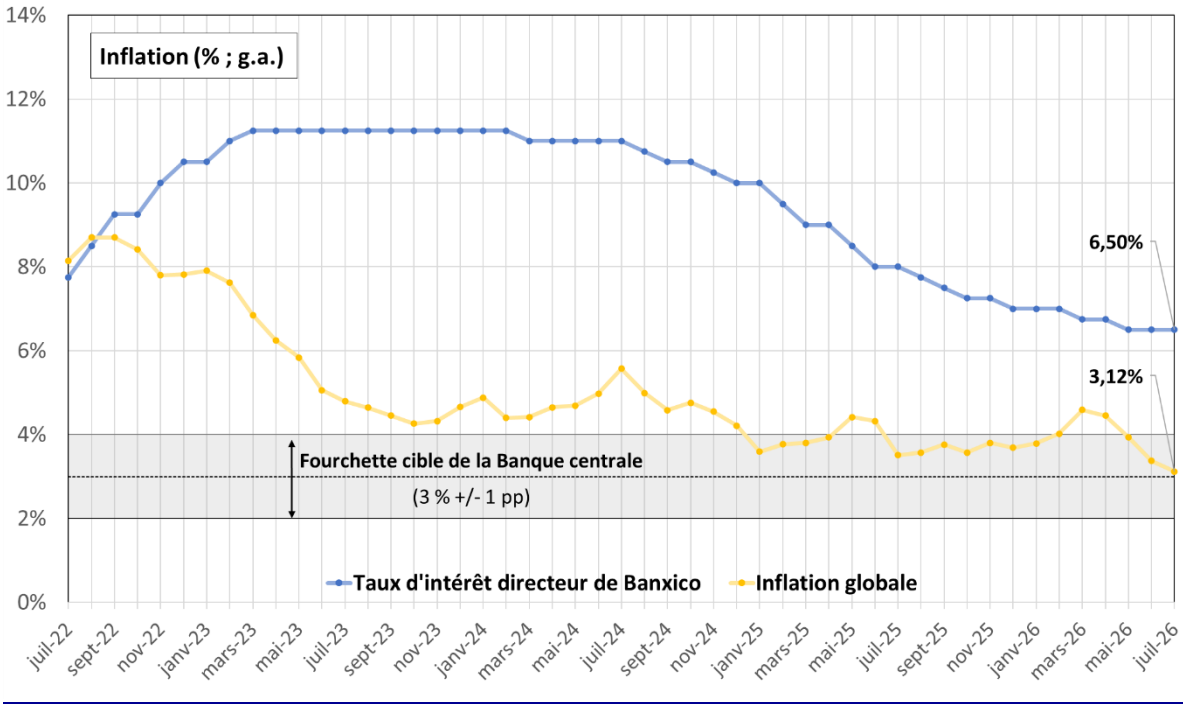
À l'issue de sa mission au titre de l'Article IV, le FMI note un ralentissement de la croissance vincentaise, qui s'est établie à 3,7 % en 2025 malgré le dynamisme du tourisme et de la construction, et qui devrait encore ralentir à 2,8 % en 2026 puis 2,5 % en 2027. Les finances publiques se sont fortement dégradées ces dernières années, avec une dette publique passée de 68 % du PIB en 2019 à 113 % en 2025 et un déficit budgétaire atteignant 12 % du PIB en 2025, sous l'effet des chocs liés à la pandémie, aux catastrophes naturelles et à la hausse des prix du pétrole. Pour ramener la dette sur une trajectoire soutenable le FMI appelle à une réduction du déficit budgétaire en opérant une rationalisation des dépenses publiques et un élargissement de l'assiette fiscale.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Croissance du PIB 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 832,6	3,7%	3,1%	1,4%	0,6%	1,2%	62,7%	3,9%	6,50%
Belize	0,4	3,3	9,3%	0,5%	3,5%	2,7%	2,2%	63,2%	1,5%	2,25 %
Costa Rica	5,4	102,9	5,5 %	4,8%	4,1%	4,6%	3,6%	61,1%	-0,4%	3,25%
Guatemala	18,9	121,1	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,9%	27,6%	2,6%	3,50%
Honduras	11,2	39,7	4,1%	3,6%	3,6%	3,7%	3,3%	43,8%	4,4%	5,75%
Nicaragua	6,8	22,2	3,6%	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	33,2%	3,5%	6,25%
El Salvador	6,4	37,3	3,0%	3,5%	2,6%	3,7%	3,3%	84,5%	2,5%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,7%	23,5%	10,00%
Jamaïque	2,8	22,3	6,4%	2,7%	-0,5%	-0,1%	-1,2%	65,8%	6,1%	5,75%
Panama	4,6	90,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,4%	3,8%	57,7%	1,4%	--
République Dominicaine	11	127,9	5,2%	2,2%	5,0%	2,1%	3,7%	58,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026 et Juillet 2026 pour la croissance du Mexique

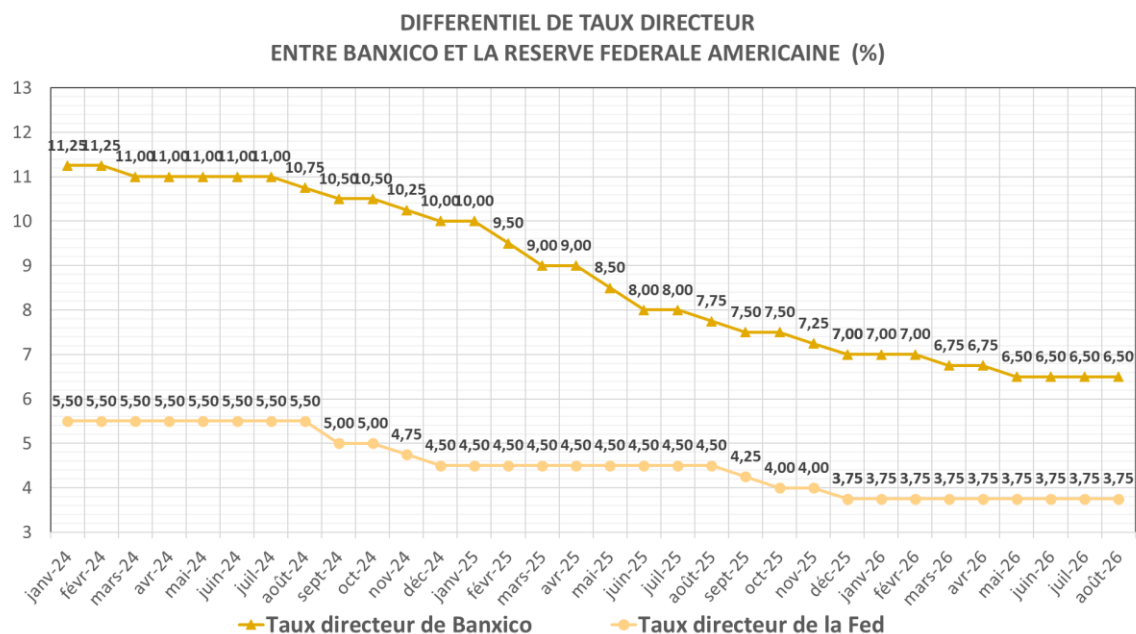
- Annexe Graphique Mexique -



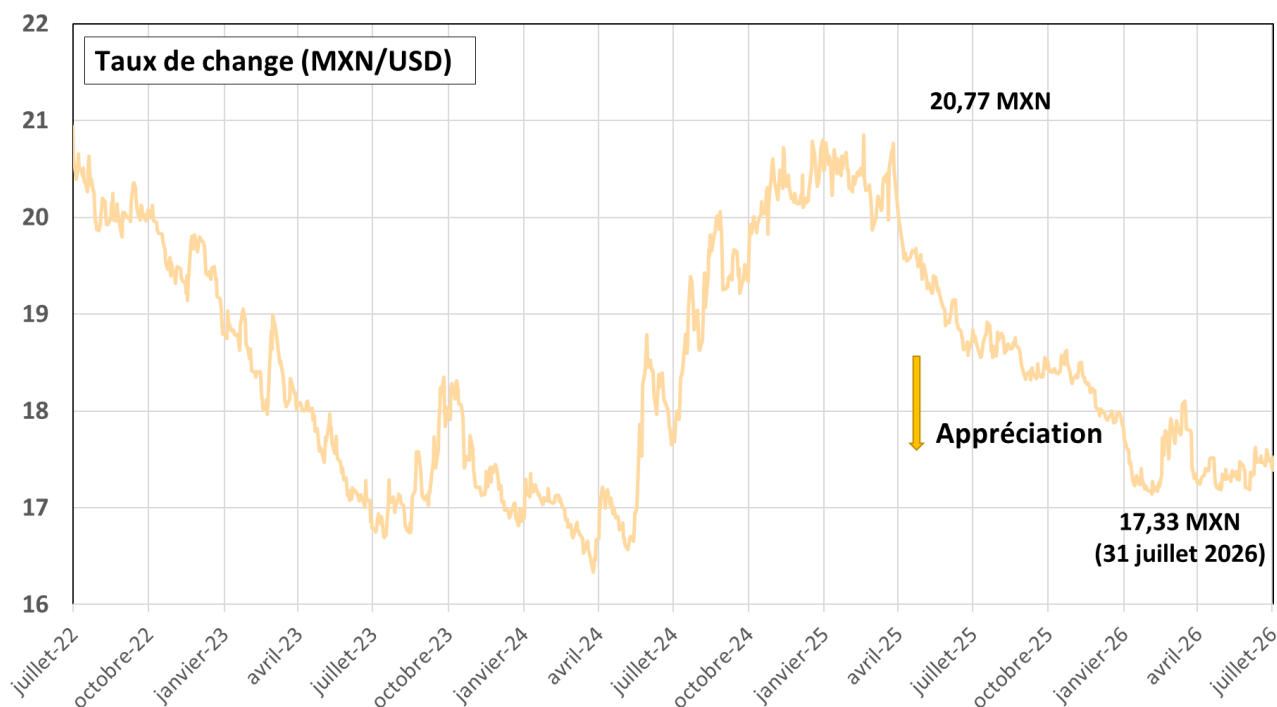
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300
avr-26	6,75	3,75	300
mai-26	6,50	3,75	275
juin-26	6,50	3,75	275
juil-26	6,50	3,75	275
août-26	6,50	3,75	275

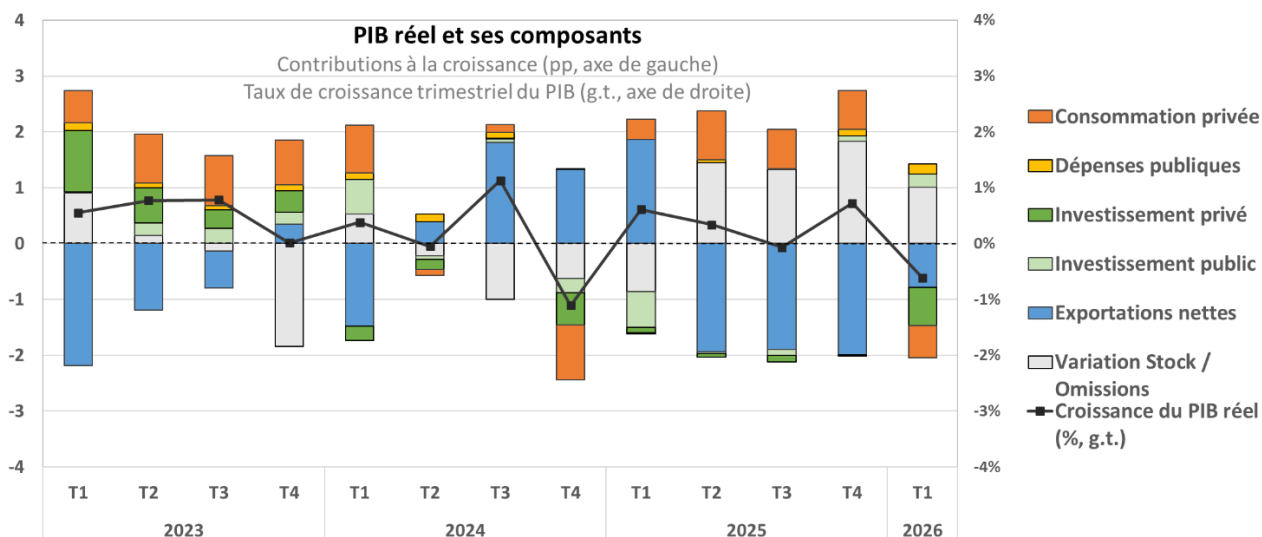
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



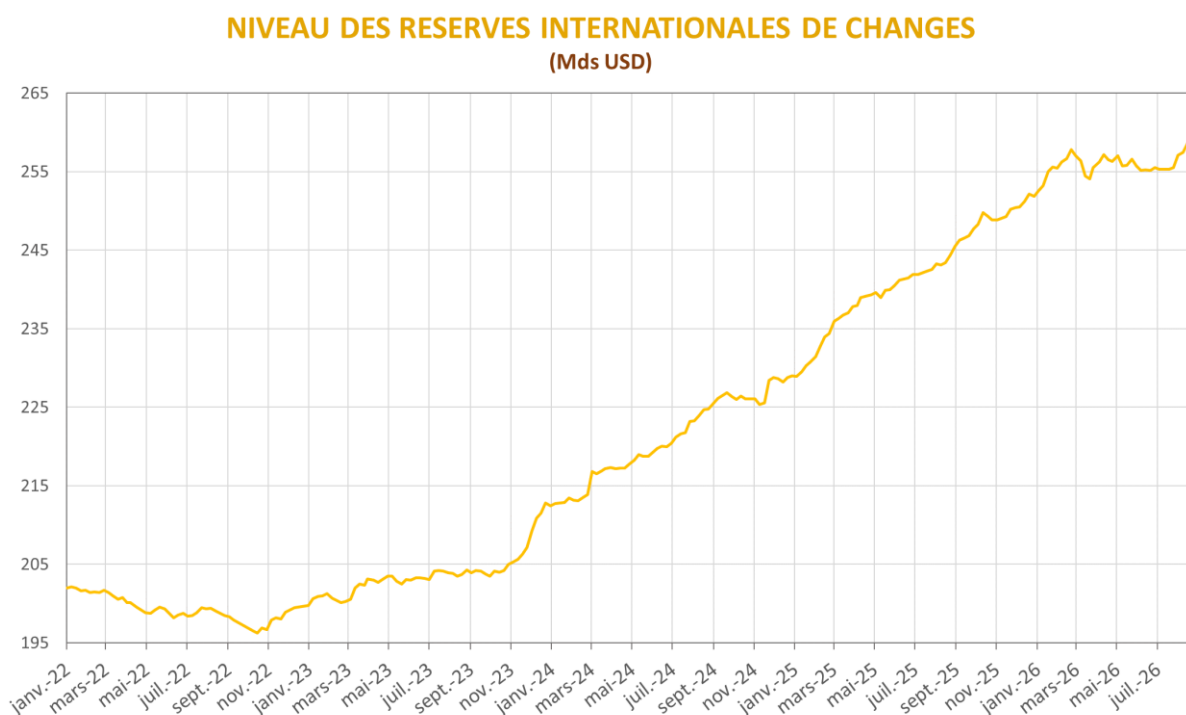
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr